

Évolutions du plan national de numérotation et de ses règles de gestion

Consultation publique du 23 juillet 2025 au 26 septembre 2025

Préambule

La Fédération Nationale de l'Information d'Entreprise, de la Gestion de Créances et de l'Enquête Civile est l'Organisation Professionnelle représentative de la branche des prestataires de services du secteur tertiaire, qui regroupe les entrepreneurs de la gestion du risque client.

Les entreprises membres de la FIGEC œuvrent au quotidien pour sécuriser les **800** milliards d'euros de crédit interentreprises, diminuer les **56** milliards d'euros de perte pour créances impayées et préserver les 300 000 emplois menacés chaque année.

Les sociétés de recouvrement amiable de créances, de médiation financière sont encadrées par le code des procédures civiles d'exécution. Elles se soumettent aussi aux règles de déontologie et de bonnes pratiques fixées par la FIGEC. En outre, les sociétés d'acquisition de créances et les gestionnaires de crédits sont régulées par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (**ACPR**).

L'article R124-4 oblige d'ailleurs la société de recouvrement amiable de créances à adresser, en première démarche, avant tout contact avec le débiteur, **un courrier** avec des mentions très spécifiques.

Ces sociétés ne pratiquent donc **jamais de prospection, ni de démarchage commercial** et interviennent postérieurement à l'acte commercial sur des créances. Elles exercent leur activité uniquement dans le cas où elles sont, soit mandatées par un donneur d'ordre, soit propriétaires des créances ; ces dites créances étant toujours basées sur un contrat préexistant liant le créancier d'origine et le client débiteur.

La prise de position de Madame la Ministre Véronique Louwagie en séances publiques lors de l'examen de la loi n° 2025-594 du 30 juin 2025 contre toutes les fraudes aux aides publiques a été très claire pour que la catégorie d'intérêt général des « **sociétés de recouvrement et d'acquisition de créances et les gestionnaires de crédit** » soit spécifiée dans le futur arrêté de l'article 16.

Ces sociétés pourront donc, après parution de l'arrêté, utiliser cette nouvelle catégorie de numéros pour les appels de leurs débiteurs.

Réponse à la Question 1. Avez-vous des commentaires relatifs à la création de la catégorie des numéros polyvalents pour les appels et messages d'intérêt général, et aux conditions d'attribution, de renouvellement et d'utilisation qui s'y rapportent ?

La FIGEC est sensible à la volonté de l'ARCEP de bien vouloir mettre en place une catégorie spécifique d'intérêt général, notamment pour les « *sociétés de recouvrement et d'acquisition de créances et les gestionnaires de crédit* ».

En revanche, la FIGEC s'étonne du fait que l'ARCEP continue à proposer une catégorie avec des NPV.

La FIGEC pense que cette catégorie « France Métropolitaine = 01 51 0, 02 81 0, 03 41 0, 04 41 0, 05 41 0 et 09 41 0 » est beaucoup trop limitative en termes de préfixes et de possibilités de numéros et sera donc vite identifiée et qualifiée par les applications tierces ou par les débiteurs qui ne répondront pas aux appels de nos sociétés.

En définitive, cette nouvelle catégorie composée uniquement de NPV ne va absolument pas régler la problématique de joignabilité des débiteurs par les sociétés de recouvrement.

Conformément à la volonté du Législateur de laisser les entreprises de recouvrement faire leur métier, la FIGEC demande donc que dans cette catégorie d'intérêt général, les numéros proposés ne soient plus des numéros polyvalents (NPV) avec préfixes déterminés, mais soient des numéros authentifiés propres à chaque acteur, attribués de manière aléatoire sans préfixes déterminés, afin que ces numéros ne puissent plus être repérés préalablement aussi facilement.

En réalité, La FIGEC souhaite que le secteur d'activité des « *sociétés de recouvrement et d'acquisition de créances et les gestionnaires de crédit* » soit exclu du champ des NPV pour passer directement aux numéros vérifiés et authentifiés relatif au projet MAN (Mécanisme d'Authentification des Numéros).

Ainsi, ces numéros identifiés et authentifiés ne pourront plus être blacklistés par les opérateurs, comme des numéros représentant une catégorie, repérables via un système équivalent à ce qui est effectué pour le démarchage « spam », « appel malveillant », « appel indésirable »...

Cette demande doit être signifiée officiellement par l'ARCEP aux opérateurs.

Customer Risk Management, Growth driver for the French economy

Key figures, each year, in France :

- inter-company credit represents some 800 billion euros. Unfortunately, it is the leading "free" source of business financing, three times higher than bank cash credit,
- 56 billion, the total amount of write-offs for outstanding receivables,
- 90% of the sums recovered by debt collection agencies are recovered amicably,
- in the event of default, nearly 9 out of 10 debtor companies and more than 8 out of 10 debtor individuals are actually solvent,
- 25% of defaults are due to late or defaulted payments,
- representing about 300,000 jobs at risk.

Our business lines, vital for the growth of French companies :

➤ **Company, solvency and default prevention information.**

These companies collect, analyse, make reliable and usable data from multiple sources: public, economic and financial, private... and provide the various economic players (companies of all sizes, banks, insurance companies, administrations, local authorities...) with value-added information solutions to make accurate credit decisions.

They guarantee the security of inter-company credit: credit that companies grant each other through the payment terms granted, representing nearly 30% of GDP. It is an important source of financing for businesses but not without risk for suppliers. This is why it is necessary and legitimate for them to know who they are contracting with.

They also reduce payment delays and reduce the risk of default.

➤ **Financial Mediation - Debt Collection and Acquisition**

These companies collect money from individuals and companies on behalf of all economic players, for all sectors of activity (suppliers of various goods and services, utilities and telephone suppliers, transporters, banks and financial institutions, insurers, etc.), for large companies, but also for much smaller structures such as SMEs.

Some of these companies have specialised in the acquisition of portfolios of receivables, most often sold by financial institutions, and then collect them for their own account.

➤ **Civil investigation**

These companies provide a service offering enabling their customers to trace their missing debtors and study their economic environment. This activity is also open to needs such as the escheatment of life insurance policies, inactive bank accounts, non-distributable letters...

These companies and their investigators are strictly regulated and must be licensed by the CNAPS.

The *Fédération Nationale de l'Information d'Entreprise, de la Gestion des Créances et de l'Enquête Civile* is the professional organisation that brings together companies - start-ups, SMEs, ETIs, bank subsidiaries, large groups - in the field of customer risk management, at the service of the French economy.

Our companies work daily to secure the €800 billion in inter-company credit, reduce the €56 billion in losses for unpaid debts and preserve the 300,000 jobs threatened each year.

Contact : Sébastien Bouchindhomme - sbouchindhomme@figec.com - 06 20 20 54 01